

Conseil Municipal
du 21 septembre 2017
 ✧ ✧ ✧ ✧ ✧
Procès verbal de réunion

N°	Intitulé
1	Finances – Budget principal – Exercice 2017 – Décision modificative n°3
2	Finances – Subventions à l'association « Groupement des pêcheurs »
3	Finances – Subventions à l'association « Club bouliste mayennais »
4	Sport – Création d'un tarif "caution-clés"
5	FINANCES – Régie périscolaire – Sous régie de recettes du restaurant municipal – Demande de décharge de responsabilité et de remise gracieuse – Avis
6	Mayenne Ingénierie - Proposition d'adhésion de la ville de Mayenne
7	Adoption du rapport sur le Prix et la Qualité du service d'eau potable 2016
8	Adoption du rapport sur le Prix et la Qualité du service public d'assainissement 2016
9	Fonds départemental Eau et Assainissement - Demande de subvention
10	Ressources humaines – DEJS - Création et suppression de postes – Rentrée scolaire 2017-2018
11	Ressources Humaines – Avancements de grade et ratios
12	Subvention façades – Attribution d'une aide façade d'un montant exceptionnel pour la réhabilitation de l'ancien Palais de Justice
13	Opération façades
14	Marchés publics – Groupement de commandes - Fourniture de matériaux de voirie
15	Marchés publics – Groupement de commandes - Téléphonie mobile
16	Fourniture de gaz naturel et services connexes pour les bâtiments communaux et intercommunaux (17FOU19) – Groupement de commandes – Appel d'offres – Autorisation de signature du marché
17	Transport urbain de Mayenne – Instauration du Versement Transport
18	Animation de la Ville – Remise du prix de la ville lors du concours de peinture du 14 juillet

SIGNATURE DE MARCHES DANS LE CADRE DES DELEGATIONS DE SIGNATURE

N° du marché	Objet	Montant estimé en € HT	Montant du marché en € HT	Date de signature	Titulaire
17TRA12	Travaux de mise en conformité accessibilité PMR et légionnelle, salle Gambetta à Mayenne	93 540.00	91 035.58		
	LOT 1 – Désamiantage		20 112.00	23/05/17	SIB (29)
	LOT 2 – Plomberie, électricité		34 821.38	23/05/17	Dessaigne (53)
	LOT 3 – Plafonds suspendus		3 434.00	23/05/17	Jarry (53)
	LOT 4 – Démolition, carrelage		7 373.70	23/05/17	Copainville (53)
	LOT 5 – Menuiseries intérieures, cloisons sanitaires		25 294.50	23/05/17	Menuiserie générale Lancelin (53)
17SER20	Transport urbain collectif de la Ville de Mayenne (septembre 2017 – août 2018)	167 694.00	Tranche ferme : 164 208.86 Tranche optionnelle (arrêt supplémentaire « La Vague » : 709.71 par mois)	04/07/17	Les cars bleus (53)
17TRA15	Marché de conception – réalisation d'un skatepark en béton	200 000.00	136 000.00	04/07/17	Groupement Heude Bâtiment (53) et The Edge (35)
17TRA16	Travaux d'installation d'un système de gestion technique centralisée au Centre de loisirs des Châteliers	54 900.00	56 824.00	25/07/17	Emeraude Concept Systèmes (35)
17TRA17	Travaux de réhabilitation du réservoir du château d'eau Brossolette	220 000.00	153 233.45	25/07/17	Etaxdex (35)
17FOU18	Acquisition d'un tracteur pour le service des Espaces verts	42 000.00	33 900.00	25/07/17	Poirier Letemplier (53)

RECAPITULATIF DES CONVENTIONS SANS DECISION

M. Xavier LE FAOU	Convention de location pour emplacement parking	100 € annuel
M. Xavier LE FAOU	Convention de location pour emplacement parking	100 € annuel
M. Florent DECHIRON	Convention de location pour emplacement parking	100 € annuel
CIC Banque CIO	Convention de location pour emplacement parking	100 € annuel
Thierry JEUSSAUME	Convention de location pour emplacement parking	100 € annuel
Mathieu VIRFOLET	Convention d'occupation précaire d'une réserve foncière	499,16 € pour 2017
GAEC DE LA PORTE	Convention d'occupation précaire d'une réserve foncière	153,47 € pour 2017
GAEC LES FRESNES	Convention d'occupation précaire d'une réserve foncière	692,46 € pour 2017
Ludovic BOUTRUCHE	Convention d'occupation précaire d'une réserve foncière	1047,66 pour 2017
GAEC DES BASSES ROUZIERES	Convention d'occupation précaire d'une réserve foncière	618,20 € pour 2017
GAEC DE LA PERRIERE	Convention d'occupation précaire d'une réserve foncière	641,30 € pour 2017
Yohann COCHON	Convention de location pour emplacement parking	100 € annuel
Isabelle GARNIER	Convention de location pour emplacement parking	100 € annuel
Isabelle GARNIER	Convention de location pour emplacement parking	100 € annuel
EARL LA BLOTTIERE	Convention d'occupation précaire d'une réserve foncière	164,60 €
CPIE	Convention d'occupation de locaux à usage de bureaux	Loyer annuel de 5 656,72 €
Lucie CHAUVIN	Convention de location pour emplacement parking	100 € annuel
Stéphanie ANNE	Convention de location pour emplacement parking	100 € annuel

Extrait du registre des arrêtés du Maire

2017.03	20/06/17	Arrêté de délégation mariage
2017.04	20/06/17	Arrêté de délégation mariage
2017.05	29/06/17	Arrêté de mainlevée de péril
2017.06	29/08/17	Arrêté de délégation mariage
2017.07	08/09/17	Arrêté de création d'une régie de recettes pour le service des sports de Mayenne
2017.08	11/09/17	Régie de recettes du service des sports – Nomination d'un régisseur titulaire et d'un régisseur mandataire suppléant

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	VILLE de M A Y E N N E	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL	
Conseillers en exercice	32	L'an deux mille dix-sept, le 15 septembre, M. ANGOT, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 21 septembre au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal, à 18 heures 30.
Conseillers présents ou représentés	29	
Contre	0	
Pour	29	
Abstention	0	
Quorum	17	

Séance du 21 septembre 2017

Assistaient à la séance :

M. ANGOT, Maire, M. BOURGUIN, Mme BELLON, MM. LESAIN, LE SCORNET Adjoints ; Mmes LODE, RAMADANE, CREUSIER, VIDY, MM. LAVANDIER (*arrive au point n° 17*), ORDRONNEAU, PAILLASSE, Mmes TRIPOTEAU, LEFEBVRE, ADAM, MM. MORIN, REBOURS, Mme BEUNEUX, MM. EBALE NLO, FAUCON, TROUILLET conseillers municipaux.

Excusés :

M. LANDEMAINE donne pouvoir à M. ANGOT
Mme LANCIEN donne pouvoir à M. BOURGUIN
Mme BAR donne pouvoir à Mme BELLON
M. CORDIER donne pouvoir à M. LESAIN
Mme OLIVIER donne pouvoir à Mme VIDY
M. MARTINEZ-PEREZ donne pouvoir à Mlle LODE
Mme PELE donne pouvoir à Mme ADAM
Mme COUTURIER donne pouvoir à Mme BELLON
M. LAURENT donne pouvoir à M. REBOURS

Mmes COME, BURGEOT.

M. PAILLASSE a été désigné comme secrétaire de séance.

1 - Finances – Budget principal – Exercice 2017 – Décision modificative n°3

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 septembre 2017

M. LESAIN expose :

Le budget primitif de la Ville exercice 2017 a été adopté par délibération du 30 mars dernier puis modifié par décisions modificatives le 22 juin dernier. Il convient de procéder à un ajustement de nos crédits comme suit :

SECTION DE FONCTIONNEMENT :					
Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
042	01	6811	Amortissement frais d'études ruisseau de la Filousière	1 569,00	
042	01	6811	Amortissement frais d'étude sécurisation du Boulevard Jean Monnet	1 292,00	
011	64 4	615221	Entretien bâtiment MPE	15 150,00	
011	01	6226	Honoraires pour diagnostic solidité bâtiment	5 844,00	
014	01	739223	Contribution au FPIC	13 825,00	
73	01	73223	Fonds de péréquation des recettes fiscales communales et intercommunales		27 825,00
74	64 4	7478	Indemnisations assurances MPE		11 932,00
023		023	Virement à la section d'investissement	2 077,00	
Total DM 3				39 757,00 €	39 757,00 €
Pour mémoire BP 2017 + DM 1 et 2				21 113 913,00 €	21 113 913,00 €
TOTAL APRES DM 3				21 153 670,00 €	21 153 670,00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT :					
Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	DEPENSES	RECETTES
20	8221	2031	Etude parking du château	5 592,00	
21	0240	2188	Aquisitions barrières, panneaux pour mise en sécurité des manifestations	1 466,00	
21	91	2188	Aquisitions matériel de voirie pour passage de cables lors des manifestations	4 000,00	
23	8244	2315	Installations matériels et outillages	-100 000,00	
23	8244	2312	Travaux Pommier	105 000,00	
23	0200	2313	Travaux d'accessibilité sur bâtiments	-60 000,00	
23	411	2313	Travaux mise en conformité accessibilité salle de sport Gambetta	60 000,00	
23	0206	2313	Aquisitions matériel de voirie pour passage de cables lors des manifestations	-4 000,00	
23	8220	2315	Travaux La Courbe	-7 120,00	
040	01	28031	Amortissement frais d'études		2 861,00
041	01	2031	Etude urbaine quartier Le Pommier	33 770,00	
041	01	2312	Terrains		33 770,00
041	01	2315	Installations matériels et outillages	22 690,00	
041	01	2312	Terrains		22 690,00
021		021	Virement de la section de fonctionnement		2 077,00
Total DM 3				61 398,00 €	61 398,00 €
Pour mémoire BP 2017 + DM 1 et 2				10 533 551,41 €	10 533 551,41 €
TOTAL APRES DM 3				10 594 949,41 €	10 594 949,41 €

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, adopte la décision modificative n°3 à l'exercice 2017 du budget principal telle qu'elle est présentée.

2 - Finances – Subventions à l'association « Groupement des pêcheurs »

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 septembre 2017

M. MORIN expose :

L'association « groupement des pêcheurs » a organisé un concours le 14 juillet.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, verse 515 € à l'association « groupement des

pêcheurs » pour l'organisation de cette manifestation. Les crédits correspondants ont été votés avec l'adoption du budget primitif 2017.

3 - Finances – Subventions à l'association « Club bouliste mayennais »

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 septembre 2017

M. REBOURS expose :

L'association « club bouliste mayennais » a organisé un concours le 14 juillet.

M. le Maire se félicite de l'organisation de la Fête du Sport.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, verse 257 € à l'association « club bouliste mayennais » pour l'organisation de cette manifestation. Les crédits correspondants ont été votés avec l'adoption du budget primitif 2017.

4 - Sport – Création d'un tarif "caution-clés"

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 septembre 2017

Mme TRIPOTEAU expose :

A l'occasion d'événements sportifs, le service des sports est régulièrement sollicité pour des remises de clés des différents équipements sportifs.

Si certaines associations se montrent raisonnables et responsables, il n'en est pas de même pour toutes. Des clés, voire des passes peuvent ainsi disparaître.

La commission des sports propose de fixer un tarif pour la régie afin de demander un chèque de caution de 100 € à chaque remise de clés.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, fixe le tarif à 100 € pour la caution-clés.

5 - FINANCES – Régie périscolaire – Sous régie de recettes du restaurant municipal – Demande de décharge de responsabilité et de remise gracieuse – Avis

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 septembre 2017

Mme BEUNEUX expose :

Entre les 4 et 6 février derniers, un vol a été commis à l'aire d'accueil des gens du voyage occasionnant un déficit de la régie de recettes du restaurant municipal de 25,38 €.

Ce déficit engage la responsabilité du régisseur et a pour conséquence la prise en charge par l'intéressé du préjudice financier.

Toutefois, l'instruction ministérielle du 21 avril 2006 concernant les régies des collectivités territoriales prévoit la possibilité pour le régisseur de demander une décharge de responsabilité et de remise gracieuse auprès du Directeur Départemental des Finances publiques. Pour être accordée, cette demande doit être revêtue des avis de l'assemblée délibérante et de l'ordonnateur.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- accorde la décharge de responsabilité au régisseur de la sous régie de recettes du restaurant municipal dans le cadre du déficit de la sous régie de recettes du restaurant municipal de 25,38 €**
- et émet un avis favorable à la demande de remise gracieuse du régisseur de la sous régie de recettes sus visée pour la somme de 25,38 €.**

6 - Mayenne Ingénierie - Proposition d'adhésion de la ville de Mayenne

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 septembre 2017

M. BOURGUIN expose :

Le Département a créé à destination des communes et des Établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) une structure d'assistance au service des communes et de leurs groupements, dénommée *Mayenne ingénierie* dont le Conseil départemental de la Mayenne a approuvé le projet de statuts lors de la session du 6 mars 2017.

Conformément à l'article L 5511-1 du Code général des collectivités territoriales, *Mayenne Ingénierie* créée sous forme d'un Établissement public administratif, a pour objet d'apporter aux communes et aux EPCI du département qui auront adhéré, une assistance d'ordre juridique ou financier et technique dans les domaines de :

- *L'ingénierie territoriale, la voirie et les espaces publics, les ouvrages d'art, la sécurité routière et les comptages routiers, les petits travaux d'investissement, des prestations de laboratoire routier.*

À cette fin, *Mayenne Ingénierie* a pour vocation d'entreprendre toutes études et réalisations nécessaires pour atteindre l'objectif défini ci-avant, sans toutefois se substituer à ses adhérents pour effectuer les démarches auprès des tiers et administrations dans le cadre des compétences dévolues par les lois ou règlements aux collectivités.

Les statuts de *Mayenne Ingénierie* prévoient que le Conseil d'administration, présidé par le Président du Conseil départemental de la Mayenne, soit composé de douze membres. Le premier collège compte cinq membres désignés parmi les conseillers départementaux, le second collège compte six membres désignés parmi les Maires et Présidents d'EPCI des collectivités adhérentes.

Le siège de cette agence est fixé à l'Hôtel du Département à Laval.

Il vous est proposé d'adhérer à cette structure. Mayenne Communauté ayant adhéré par délibération en date du 29 juin 2017, cette adhésion sera gratuite pour la commune.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- ***approuve le projet de statuts de l'Établissement public administratif, dénommé Mayenne Ingénierie, annexé à la présente délibération ;***
- ***décide en conséquence de l'adhésion de notre commune de Mayenne à Mayenne Ingénierie à compter de sa création, prévue le 11 septembre 2017 ;***
- ***autorise Monsieur le Maire à mener l'ensemble des démarches en vue de formaliser l'adhésion***
- ***et désigne comme représentant de notre commune de Mayenne à l'Assemblée générale constitutive de Mayenne Ingénierie prévue le 11 septembre 2017, Monsieur le Maire.***

7 - Adoption du rapport sur le Prix et la Qualité du service d'eau potable 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 septembre 2017

M. BOURGUIN expose :

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'eau potable.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable**
- **décide de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération**
- **décide de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr**
- **et décide de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.**

8 - Adoption du rapport sur le Prix et la Qualité du service public d'assainissement 2016

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 septembre 2017

M. BOURGUIN expose :

Le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) impose, par son article L.2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service (RPQS) d'assainissement collectif.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération. En application de l'article D.2224-7 du CGCT, le présent rapport et sa délibération seront transmis dans un délai de 15 jours, par voie électronique, au Préfet et au système d'information prévu à l'article L. 213-2 du code de l'environnement (le SISPEA). Ce SISPEA correspond à l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement (www.services.eaufrance.fr).

Le RPQS doit contenir, a minima, les indicateurs décrits en annexes V et VI du CGCT. Ces indicateurs doivent, en outre, être saisis par voie électronique dans le SISPEA dans ce même délai de 15 jours.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site de l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **adopte le rapport sur le prix et la qualité du service public d'assainissement collectif**
- **décide de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération**
- **décide de mettre en ligne le rapport et sa délibération sur le site www.services.eaufrance.fr**
- **et décide de renseigner et publier les indicateurs de performance sur le SISPEA.**

9 - Fonds départemental Eau et Assainissement - Demande de subvention

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 septembre 2017

M. FAUCON expose :

La Ville de Mayenne adhère depuis le 1^{er} janvier 2004 au Fonds Départemental d'eau et d'assainissement.

A ce titre, elle peut bénéficier d'une aide financière annuelle limitée à 40 % du montant du fonds d'eau versé par la collectivité l'année précédente, soit en moyenne 90 000 €/an.

Au vu du reliquat des années précédentes, au 23 janvier 2017, le droit total à subventions en eau potable et assainissement de la Ville de Mayenne s'élève à 410 451 €.

Pour les travaux 2017, les Services Techniques proposent de faire une demande de subvention au Conseil

Départemental pour les opérations suivantes :

- Programme 2017 renouvellement réseaux AEP : Rue Jean Jacques Garnier, Quai Devizes, Rue St-Ouis, Chemin du Halage, Rue du pavé Morin, Rue Guyard de la fosse
- Programme 2017 renouvellement réseaux EU : Impasse de la Courbe, Boulevard Paul Lintier, Rue Guyard de la Fosse, Ruelle du Grand Logis.

Ces travaux ont un coût global estimé à 269 692 € HT.

Suivant les critères d'éligibilité du Conseil Départemental, ce programme de travaux pourrait bénéficier d'une aide financière estimée à 53 938 €.

Les Services Techniques proposent de solliciter une subvention d'un montant de 53 938 € auprès du Conseil Départemental.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise M. le Maire à solliciter une subvention de 53 938 € auprès du Conseil Départemental.

10 - Ressources humaines – DEJS - Création et suppression de postes – Rentrée scolaire 2017-2018

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 septembre 2017

M. LESAINTE expose :

Conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement,

Après avis du Comité Technique Paritaire du 12 juin 2017,

Il appartient au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Compte tenu des recrutements nécessaires pour la rentrée 2017-2018, la délibération votée au mois de juin doit être modifiée. Les pourcentages de temps de travail de 5 postes doivent évoluer :

Postes créés pour la rentrée 2017 - 2018	Postes à modifier
84%	<i>inchangé</i>
78%	<i>inchangé</i>
60%	63 %
99%	<i>inchangé</i>
82%	<i>inchangé</i>
70%	87 %
30%	<i>inchangé</i>
77%	<i>inchangé</i>
22%	30 %
45%	<i>inchangé</i>
100%	<i>inchangé</i>
100%	<i>inchangé</i>
76%	<i>inchangé</i>
53%	<i>inchangé</i>
47%	<i>inchangé</i>
96%	<i>inchangé</i>
45%	67 %
30%	<i>inchangé</i>
26%	32 %

La dépense est inscrite au chapitre 012.

Mme **BELLON** précise qu'il y a une stabilité des effectifs depuis la rentrée.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, valide ces pourcentages de temps de travail.

11 - Ressources Humaines – Avancements de grade et ratios

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 septembre 2017

M. LESAINTE expose :

La loi du 19 février 2007 (article 49 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée) introduit les dispositions relatives aux avancements. Pour tout avancement de grade, le nombre maximal de fonctionnaires pouvant être promus est déterminé par un taux appliqué à l'effectif des fonctionnaires remplissant les conditions pour cet avancement.

Ce taux, appelé « ratio promus – promouvables », est fixé par l'assemblée délibérante après avis du Comité Technique Paritaire. Il peut varier entre 0 et 100 %.

Cela concerne tous les grades d'avancement de toutes les filières. A Mayenne, ces nominations répondent à des critères définis avec l'avis du CTP dans le respect du budget prévu :

- doit correspondre à l'organigramme des grades
- priorité aux agents lauréats d'un examen professionnel
- priorité aux agents pouvant bénéficier d'un départ à la retraite
- la durée entre deux avancements de grade ou promotion doit être de 4 ans minimum
- et avis favorable du responsable de service suite aux évaluations annuelles.

Sous réserve de l'avis favorable du CTP en date du 2 octobre 2017, il vous est proposé de fixer les ratios d'avancement de grade suivants au titre de l'année 2017 :

Grade d'avancement	ratio	Suppression de poste	Création de poste
Adjoint technique principal de 1ère classe	7%	2 Adjoints techniques principaux de 2ème classe	2 Adjoints techniques principaux de 1ère classe
Adjoint technique principal de 2ème classe	35 %	7 Adjoints techniques	7 Adjoints techniques principaux de 2ème classe
ATSEM principale de 1ère classe	11 %	1 ATSEM de principal de 2ème classe	1 ATSEM principale de 1ère classe

Sur l'ensemble des autres grades d'avancement de la collectivité et toutes filières confondues, il est proposé de voter un ratio de 0%.

A titre indicatif, 10 agents sont concernés.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, fixe les ratios d'avancement de grade comme ci-dessus.

12 - Subvention façades – Attribution d'une aide façade d'un montant exceptionnel pour la réhabilitation de l'ancien Palais de Justice

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 septembre 2017

M. LE SCORNET expose :

C'est en 1992 que le Tribunal d'Instance a quitté les locaux de la rue Charles de Gaulle pour s'installer Rue Ambroise de Loré et que le bâtiment du Palais de Justice s'est trouvé désaffecté.

Propriété du Conseil Général de la Mayenne, ce bâtiment a été racheté en 2009 par la SCI du Palais représentée par M. GRANIER pour 15 000 € afin d'y réaliser un projet commercial au rez-de-chaussée et des logements au 1er étage. Parallèlement la ville de Mayenne a acquis à l'euro symbolique les parcelles cadastrées AD n°189, 190, 192 p2 et 193 d'une superficie d'environ 2 300 m² représentant les surfaces publiques de stationnement.

En Novembre 2013, M. GRANIER a présenté à la Ville un avant-projet et déposé en février 2014 un permis de construire pour la rénovation du bâtiment en pôle d'activités, permis qui est délivré en juin 2014. En janvier 2015, M. GRANIER cède ses parts à M. MORDRELLE.

En 2010, M. LAURENT, construit dans le sous-sol de l'établissement un bar de nuit qui ouvre quelques mois plus tard. Fin 2016, il dépose un permis de démolir de la partie supérieure en vue de reconstruire des unités commerciales, permettant dans le même temps de sécuriser le site compte tenu de la vétusté du bâtiment situé au-dessus du bar de nuit.

Le 17 janvier 2017, la directrice régionale des affaires culturelles des Pays de la Loire refuse la démolition de ce bâtiment inscrit en 1994 sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques des façades et toitures. Le 19 janvier 2017, le Préfet de la Mayenne prononce la fermeture administrative du bar de nuit au regard du risque lié à l'état de l'ancien palais de justice situé au-dessus.

La DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles), après plusieurs réunions de médiation, a confirmé que même un projet qui conserverait uniquement la façade principale n'est pas possible et qu'elle n'autoriserait donc pas de projet prévoyant la démolition des autres façades.

M. LAURENT, propriétaire des parts de la SCI du Palais, a donc réorienté le projet vers une réhabilitation s'appuyant sur le projet de travaux de 2014. Le coût, estimé à 787 000 € HT, est supérieur à celui initialement prévu.

Pour toutes ces raisons, M. Laurent sollicite une participation de la Ville au titre de l'opération façade.

Depuis 2008, la ville accompagne financièrement la réfection des façades sur Mayenne, opération de soutien qui a été recentrée depuis 2015 sur le « Cœur de ville ». La rue Charles de Gaulle faisant partie de ce périmètre, le projet est éligible à hauteur de 7500€.

A titre tout à fait exceptionnel, compte tenu du caractère patrimonial de ce site inscrit dans l'histoire de la ville de Mayenne, des exigences des services de l'Architecte des Bâtiments de France et de la DRAC, de l'importance du projet de nature économique et de l'impact pour le commerce de centre-ville, la Municipalité en date du 30 Mai 2017 a proposé de porter l'aide de la ville à 30 000 € au titre des façades. Budgétairement cette opération sera rendue possible grâce au crédit que la ville va retrouver du fait de l'annulation d'une subvention de 29 995,84 € lors du dernier Conseil Municipal.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **attribue à la SCI du Palais une subvention au titre des façades d'un montant exceptionnel de 30 000 €**
- **et autorise M. le Maire à signer avec le représentant de la SCI du Palais une convention définissant les modalités d'attribution et de versement de l'aide.**

13 - Opération façades

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 septembre 2017

M. TROUILLET expose :

Par délibérations en date du 21 janvier 2010, du 29 mars 2012, du 2 avril 2015 et du 3 mars 2016, la ville de Mayenne mène une opération de rénovation des façades du centre ville.

L'objectif de cette opération est de permettre la rénovation et la remise sur le marché de logements locatifs en centre ville et dans le même temps de valoriser la qualité architecturale du bâti ancien.

4 dossiers ont été déposés pour un montant HT de travaux de 34 680 €. Le montant des subventions de la commune de Mayenne s'élève à 12 103 €.

Nom	Type	N°	Nom rue	Taux Aide	Montant des travaux – Devis HT	Plafond de l'aide	Subventions engagées
BOURGES Nicole	Maison	3	Dugesclin	50,00%	18 780,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
GUILMEAU Guy	Maison	20	place Juhel	50%	2 910,41 €	5 000,00 €	1 455,21 €
Caprice Coiffure BRIELLE Edwige	Commerce	6	rue de la Madeleine	30,00%	2 161,00 €	2 500,00 €	648,30 €
GUYARD Nicolas	Maison commerce	214	Bd de l'Europe	50%	10 829,47 €	5 000,00 €	5 000,00 €
TOTAL					34 680,88 €	17 500,00 €	12 103,51 €

Il vous est proposé d'autoriser le versement des subventions suivantes dès réception des factures acquittées et après une visite des travaux par le service urbanisme et le CAUE pour s'assurer de la conformité entre la réalisation et les recommandations faites.

En 2017, la ville de Mayenne a subventionné 4 projets pour un total de subventions de 12 103 €, et 34 680 € HT de travaux (le budget initial est de 25 000 € + 5 000 € de convention pour le CAUE).

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, valide ces dossiers.

14 - Marchés publics – Groupement de commandes - Fourniture de matériaux de voirie

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 septembre 2017

Mme CREUSIER expose :

La Ville de Mayenne et Mayenne Communauté ont des besoins en matériaux de voirie.

Les 2 collectivités ayant pour projet de relancer une consultation pour la fourniture de ces matériaux, il est donc proposé de constituer un groupement de commandes.

L'objectif de celui-ci est la désignation d'un seul prestataire afin d'obtenir, dans le cadre de la démarche de mutualisation des services, une meilleure gestion administrative et technique des commandes tout en mutualisant la procédure de consultation publique.

Cette procédure sera numérotée 17FOU21, intitulée « Fourniture de matériaux de voirie » et aboutira à deux marchés (un pour chaque collectivité du groupement). Au regard du montant estimé des achats, une consultation sous forme d'appel d'offres sera nécessaire.

Il est proposé que Mayenne Communauté soit le coordonnateur du groupement de commandes et, qu'en tant que tel, elle prenne en charge les frais de publicité.

Le choix du titulaire sera effectué par la commission d'appel d'offres de Mayenne Communauté. Les membres de cette commission seront convoqués pour choisir le titulaire sur la base d'un rapport d'analyse des offres rédigé par le service référent de l'achat. Un représentant de la Ville de Mayenne sera également invité à participer à cette réunion avec voix consultative.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire :

- à signer la convention de groupement de commandes liée à cette consultation ;
- à signer le marché avec le titulaire désigné par la commission ainsi que les pièces s'y rapportant
- et à exécuter le marché avec le titulaire désigné par le coordonnateur.

15 - Marchés publics – Groupement de commandes - Téléphonie mobile

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 septembre 2017

Mme CREUSIER expose :

Les marchés actuels de téléphonie mobile et d'abonnements liés de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté prennent fin au 31 décembre 2017.

Afin de garantir leur renouvellement, il convient de relancer une consultation pour les trois prochaines années.

La ville de Mayenne et Mayenne Communauté ayant pour projet de lancer une consultation pour les besoins présentés ci-dessus, il est proposé de constituer un groupement de commandes.

L'objectif de celui-ci est la désignation d'un seul prestataire afin d'obtenir, dans le cadre de la démarche de mutualisation des services, une meilleure gestion administrative et technique des commandes tout en mutualisant la procédure de consultation publique.

Cette procédure sera numérotée 17SER27, intitulée « Abonnements de téléphonie mobile » et aboutira à deux marchés (un pour chaque collectivité du groupement). Au regard du montant estimé des achats, une consultation sous forme de procédure adaptée ouverte sera choisie.

Il est proposé que Mayenne Communauté soit le coordonnateur du groupement de commandes et, qu'en tant que tel, elle prenne en charge les frais de publicité.

Le choix du titulaire sera effectué par la commission MAPA de Mayenne Communauté. Les membres de cette commission seront convoqués pour choisir le titulaire sur la base d'un rapport d'analyse des offres rédigé par le service référent de l'achat. Un représentant de la Ville de Mayenne sera également invité à participer à cette réunion avec voix consultative.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire :

- **à signer la convention de groupement de commandes liée à cette consultation ;**
- **à signer le marché avec le titulaire désigné par la commission ainsi que les pièces s'y rapportant**
- **et à exécuter le marché avec le titulaire désigné par le coordonnateur.**

16 - Fourniture de gaz naturel et services connexes pour les bâtiments communaux et intercommunaux (17FOU19) – Groupement de commandes – Appel d'offres – Autorisation de signature du marché

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 septembre 2017

M. LESAINT expose :

L'approvisionnement en gaz naturel est aujourd'hui assuré par un contrat arrivant à terme le 31 août 2017 pour les bâtiments de Mayenne Communauté, du SISAC (Syndicat Intercommunal Sportif Associatif et Culturel de Contest et Saint Baudelle), ainsi que des villes de Mayenne, de Saint Baudelle et d'Aron.

Par délibération en date du 10 mai 2017 le Conseil a autorisé la signature du groupement de commande pour le lancement d'une consultation sous forme d'appel d'offres, afin d'assurer l'approvisionnement en gaz pour les 2 prochaines années.

Celle-ci a été lancée le 11 juillet 2017 (BOAMP, JOUE, sites internet de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté, plate-forme de dématérialisation).

La date limite de remise des offres a été fixée au 8 septembre 2017 (13 entreprises ont téléchargé le dossier et 6 offres ont été reçues dont 4 par voie dématérialisée).

La Commission d'appel d'offres de Mayenne Communauté, réunie le 19 septembre 2017 à 17h00 a désigné l'attributaire : TOTAL ÉNERGIE GAZ.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer le marché n°17FOU19 intitulé « Fourniture de gaz naturel et services connexes pour les bâtiments communaux et intercommunaux » avec l'entreprise TOTAL ÉNERGIE GAZ pour un montant estimé de 341 832,85 € HT.

M. BOURGUIN expose :

Dans les prescriptions du SCOT de la CCPM validé en 2008, il était prévu :

- de renforcer l'efficacité du réseau de transport collectif urbain de la ville de Mayenne
- d'engager une étude de faisabilité sur l'extension du périmètre du transport urbain de la ville de Mayenne aux communes de la 1ère couronne voire celles de 2ème couronne
- et de maintenir et renforcer le réseau de transport à la demande " Petit Pégase" pour assurer un accès à Mayenne depuis les autres communes du territoire.

Fin 2008, la Communauté de Communes du Pays de Mayenne a engagé une réflexion assistée d'EREA Conseil/Service Public 2000 pour étudier la faisabilité technique, juridique et financière d'un service intercommunal de transport public. Dotée d'un Périmètre de Transport Urbain, d'un partenariat avec le Département et de la compétence transport, la CCPM a lancé une procédure pour le choix d'un prestataire sous forme de Délégation de Service Public. Cependant, en Mai 2014, le conseil communautaire a décidé l'abandon de cette procédure, la DSP n'ayant pas permis d'atteindre un service optimisé techniquement et financièrement sur 3 lignes desservant Aron, la Bazoge-Montpinçon, Moulay, Parigné-sur-Braye, Saint-Baudelle et Mayenne.

Parallèlement, la complexité issue du service existant sur la Ville de Mayenne avec un marché de prestation qu'il fallait reconduire associée au contexte de fusion qui induisait une harmonisation des compétences entre la CCPM et la CCHL imposaient des clarifications. Elles sont arrivées en janvier 2016 où le transport a disparu des statuts de Mayenne Communauté. La Ville pouvait donc à nouveau se concentrer sur l'une des orientations du SCOT : " renforcer l'efficacité du réseau de transport collectif urbain de la ville de Mayenne".

Dès décembre 2015, le Conseil Municipal a validé la perspective de restructurer son réseau urbain pour le rendre plus attractif tout en maîtrisant son coût en vue d'un nouveau service pour la rentrée 2017 terme du marché avec son prestataire.

Des scénarios de redimensionnement du réseau de transport sur Mayenne ont été étudiés au regard de l'enveloppe budgétaire supportable par la collectivité.

L'objectif était de prendre en compte :

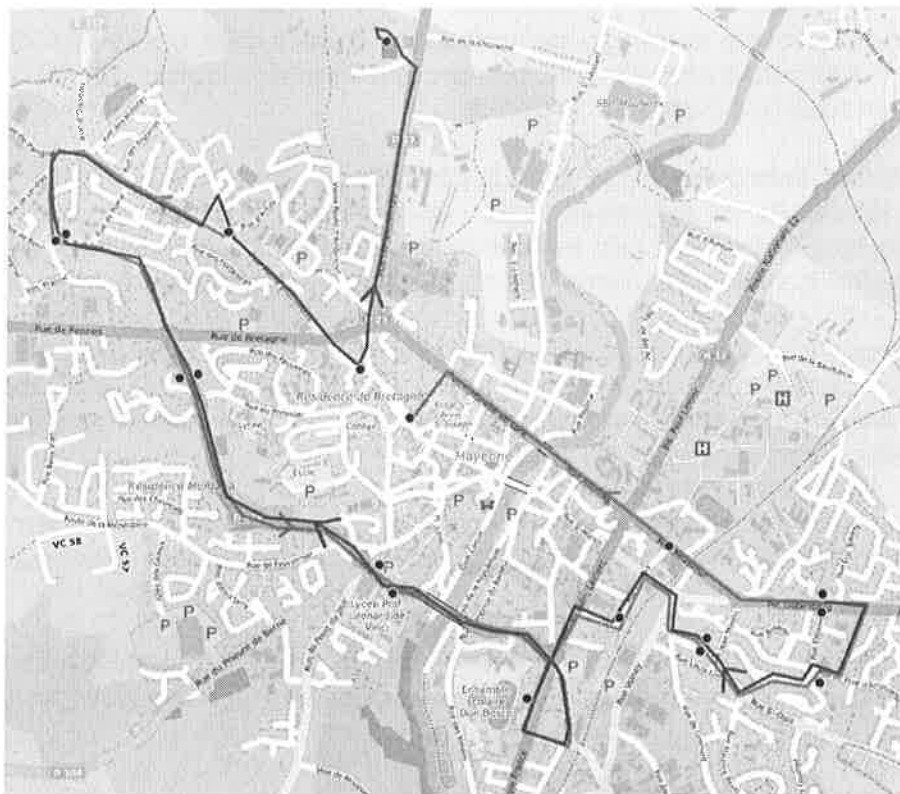
- les besoins de la population qui utilise le bus actuellement et d'élargir à de nouveaux publics moins captifs et aux scolaires
- la desserte de nos équipements : Grand Nord, futur centre aquatique, cinéma, pôle de santé mais aussi le stade par exemple
- la nécessité d'un cadencement plus soutenu notamment pour rallier le centre ville et d'une régularité dans les horaires, gage de clarté pour les usagers et condition d'attractivité du service.

La réflexion dans les différentes instances s'est déroulée sur plusieurs mois. La volonté exprimée d'une large concertation relayée par la presse locale, le journal et le site internet de la ville, a permis une large diffusion d'un questionnaire et une enquête sur les scénarios tant près des utilisateurs du bus que de l'ensemble de la population et des conseillers de quartiers. Fort de ces éléments, la municipalité vient d'arrêter les grandes lignes du futur service qui est prévu pour la rentrée 2018.

- Un service de navettes rapides du matin permettant aux élèves des collèges et lycées d'arriver avant 8 h dans leur établissement sur les 180 jours scolaires. Les collèges Jules Ferry, Sévigné et Don Bosco et les lycées Lavoisier, Léonard de Vinci, Don Bosco et Rochefeuille seront ainsi desservis grâce à 2 bus qui circuleront en sens inverse sur le créneau de 7h30 à 8h sur des circuits qui pourraient être configurés de la manière suivante

NAVETTE 1 EN ROUGE qui part de Brossolette et va jusqu'à la mairie

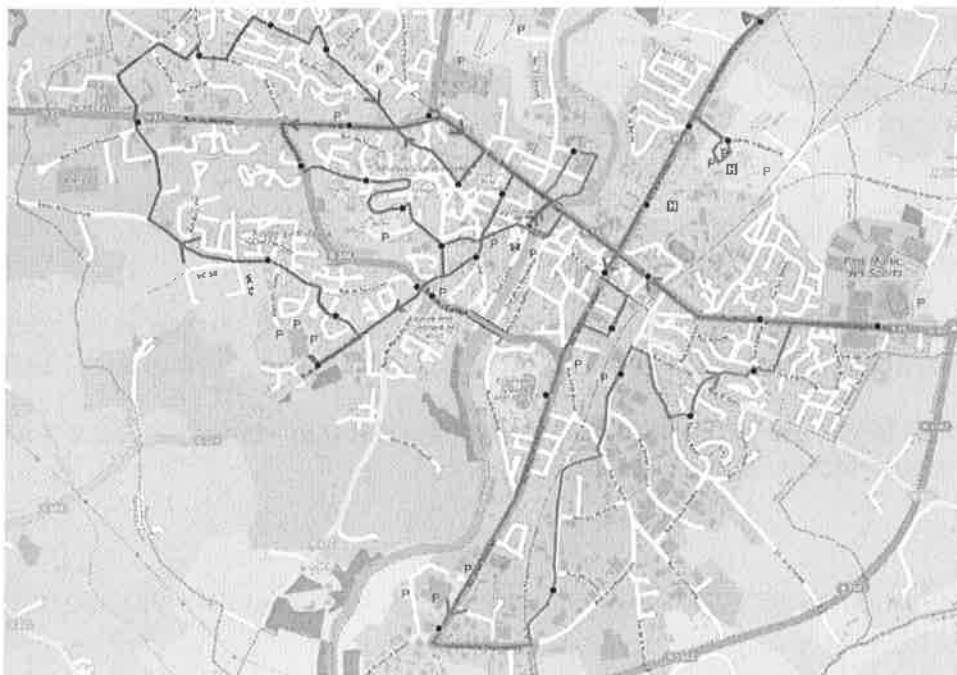
NAVETTE 2 EN VERT qui part de Gutenberg et qui va à Rochefeuille.



- **Un service de bus de journée** fonctionnant du lundi au samedi, sur le créneau 13 h – 19 h sur les jours ouvrés avec 2 véhicules circulant sur 2 boucles de 40 mn (soit 9 rotations par jours) desservant 35 arrêts dont un point d'échange Quai Devizes permettant de connecter les boucles Ouest et Est.

La desserte est améliorée :

- le stade, le futur centre aquatique, le futur Pôle Santé et la mairie disposeront d'un arrêt et le Grand Nord de 2 arrêts.
- les quartiers nord ouest sur les nouveaux secteurs Ménardières/les Vignes ainsi que Poirsac auront une desserte.



Sur le plan financier, la Municipalité a réaffirmé son souhait de conserver la gratuité afin de maintenir les conditions d'accès aux utilisateurs actuels et assurer une attractivité pour les usagers à capter et ce d'autant que les recettes attendues ne permettraient sans doute que de couvrir les charges engendrées

par un nécessaire dispositif de contrôle.

Afin d'assurer le financement de cette extension de service, la Municipalité du 28 juin 2016 a acté le projet de mise en place du Versement Transport avec une recette attendue autour de 200 à 250 000 € ce que l'on peut espérer avec un taux aux alentours de 0,20 %.

La contribution dite « versement transport » est la participation des employeurs occupant 11 salariés et plus au financement des transports en commun régie par l'article L 2333-64 du code général des Collectivités Territoriales. Ce seuil s'apprécie par référence à l'effectif calculé de l'année N pour une application l'année suivante (N+1). Nos collectivités Ville et CC seront contributeurs aussi à ce VT.

L'Urssaf ne nous a transmis que des estimations du produit du VT. Or, sans connaissance de l'assiette réelle(désormais sur les seules entreprises de Mayenne, et au delà de 11 salariés) une incertitude sur la recette attendue persiste. Il existe par ailleurs un décalage de 3 à 4 mois entre la mise en place et la perception des 1ères recettes.

C'est pourquoi, afin de bien calibrer le Versement Transport et de disposer de financements pour les investissements sur les points d'arrêt dès le 1^{er} trimestre 2018, il est proposé de procéder en 2 étapes sur le Versement Transport :

- 0,10 % au 1^{er} janvier 2018
- une perspective de 0,20 % au 1^{er} juillet 2018, pourcentage qui pourra être ajusté en fonction de nos perspectives de dépenses qui se seront affinées et de la connaissance de l'assiette transmise par l'URSSAF.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **instaure le versement transport à compter du 1^{er} janvier 2018**
- **fixe le taux à 0,10 % de la masse salariale**
- **et autorise M. le Maire à engager toutes les procédures et démarches nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.**

18 - Animation de la Ville – Remise du prix de la ville lors du concours de peinture du 14 juillet

Reçu à la Sous-Préfecture le 27 septembre 2017

Mme ADAM expose :

La première édition du concours de peinture sur les quais a eu lieu le 14 juillet dernier. Il a réuni 25 participants professionnels et amateurs de 14h à 20h. De nombreux prix ont été décernés : huile acrylique gouache, aquarelle et encre, pastel et techniques mixtes, -16 ans ou encore -10 ans.

La ville de Mayenne s'est engagée à attribué la somme de 250 € au premier prix professionnel aquarelle et encre. Celui-ci a été remporté par Monsieur Charles RUEL.

Il vous est proposé d'offrir le tableau réalisé par Monsieur Charles RUEL à Alain COGNEAU, Président du Marché de Noël pour l'ensemble des services rendus à la ville de Mayenne et ses habitants.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité, alloue la valeur de 250 € à Monsieur Charles RUEL et donne le tableau à Monsieur Alain COGNEAU.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance publique est levée à 21 h 30

Vu
LE MAIRE,
Michel ANGOT

Vu
LE SECRETAIRE,
Yves PAILLASSE